

Gilets Jaunes Acte 10 : record à Toulouse, beaucoup de monde dans le reste de la France. On continue !

Castaner a finalement été obligé de reconnaître, en début de soirée, qu'autant de monde a manifesté ce samedi 19 que le samedi précédent. Pour un soulèvement qui s'essouffle, il semble pourtant bien enraciné ! Selon le gouvernement, 10.000 personnes à Toulouse, 7.000 à Paris, 4.000 à Bordeaux... Partout et au-delà des villes les Gilets Jaunes ont bravé le froid et les intimidations pour prendre la rue.

Des chiffres impossibles à vérifier, clairement sous estimés mais qui montrent néanmoins la vitalité d'un mouvement en cours depuis 2 mois, victime d'une répression policière ahurissante et d'un acharnement médiatique. On trouvera sur notre site (<https://tendanceclaire.org/contenu/autre/manifs-12-19-janvier2019.pdf>) un recueil ville par ville du nombre de manifestant.e.s. Parfois, la presse « mainstream » elle-même donne des chiffres bien supérieurs à ceux de la police (qui comptabilisent en tout 84.000 manifestant.e.s comme pour l'Acte 9) : par exemple 3.000 à Rouen contre 1.400 selon la police, 3.000 à Belfort contre 1.700 selon la police, etc.

A l'heure où Macron lance son « grand débat », où les médias félicitent sa capacité à monologuer pendant 7 heures, on ne peut que constater une peur panique d'un gouvernement en pleine crise, obligé de mobiliser chaque samedi au moins 50.000 forces de répression pour protéger un président haï.

Partout en France, c'est avec détermination, colère et joie que les Gilets Jaunes sont sortis dans la rue, n'ayant aucune confiance dans la volonté de Macron pour écouter nos revendications, lui même ayant affirmé dans sa « lettre aux Français » qu'il ne reviendrait pas, par exemple, sur l'ISF. Pire encore, il en vient même à insister sur la nécessité de faire des économies sur les « dépenses publiques » et que ce serait à nous de choisir s'il fallait préférer garder un hôpital ouvert plutôt qu'une école. Ce président des riches, au service des riches, montre qu'il reste déterminé à casser la fonction Publique, à amputer nos retraites, mais aussi à être au service du grand patronat et des actionnaires du CAC40 se gavent de dividendes ... tout en payant moins d'impôts en France.

Pour contraindre Macron, il faudra pourtant franchir un cap dans la mobilisation, en amenant plus de monde dans la rue mais aussi et surtout par la grève. Car l'objectif doit être de bloquer les profits des capitalistes, et cela est possible que par une grève



de masse. Les manifestations du samedi ne s'opposent pas à la grève, bien au contraire ! La CGT appelle à une grève le 5 février en déclarant qu'il y a « une urgence sociale ». Une grève dans 3 semaines, alors que le soulèvement dure depuis 2 mois ! Il faudra néanmoins se saisir de cette date, la construire, de même que la grève du 24 janvier dans l'éducation nationale. Mais il faudra surtout mettre en évidence qu'une simple journée d'action est bien insuffisante pour faire peur à Macron ! Si celui-ci a été bousculé par les Gilets Jaunes, c'est que cela fait des semaines que la mobilisation est en cours. Il faut bien plus qu'une journée de grève saute mouton, et bien plus même que des manifestations le samedi pour faire plier un gouvernement. Il faut faire sauter le verrou que constitue les bureaucraties syndicales qui protègent Macron et empêchent la jonction entre toutes les couches du prolétariat. Dans cette optique, le rôle des révolutionnaires est de se confronter publiquement et dans les organisations syndicales à la politique des bureaucrates. Il faut mener le combat pour imposer un plan d'action pour bloquer l'économie.

Le soulèvement des Gilets Jaunes doit aussi monter en puissance et ne pas se méfier simplement de la récupération politique extérieure au mouvement. Les porte-paroles autoproclamés commencent à mettre au grand jour leurs désaccords (cf. par exemple : <https://tendanceclaire.org/breve.php?id=32444>), et une petite bataille politique interne est en train d'apparaître. Progressivement, les contradictions du soulèvement vont prendre de la place et, lorsqu'elles éclateront, rien ne nous dit dans quelle direction s'orientera le mouvement, surtout lorsque l'on sait que le RN est en embuscade depuis le début.

Pour que le soulèvement franchisse un cap, il faut donc structurer à la base, c'est-à-dire mandater des délégué.e.s pour établir des listes de revendications communes. Pour cela, l'Assemblée des Assemblées de Commercy des 26 et 27 janvier (<https://tendanceclaire.org/breve.php?id=32422>) est une très bonne initiative, qui permettra rencontres, débats et perspectives : plus de 50 Assemblées de Gilets Jaunes ont déjà répondu à l'appel ! Cette coordination peut être un premier pas dans la structuration démocratique du mouvement à l'échelle nationale.

C'est en nous auto-organisant nous-mêmes que nous pourrons dégager les groupes organisés d'extrême-droite des cortèges et définir une stratégie pour vaincre Macron.

Vive le soulèvement des Gilets Jaunes !

Vive l'Assemblée des Assemblées de Commercy !

Crédit photo : Martin Noda

Nastrit Daul, le 20 janvier 2019